

RAPPORT N° 2024/2-03
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 28 Mars 2024

OBJET

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES URBAINES DE LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SIGNATURE POUR LA DEMANDE DE SUBVENTIONS

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

Contexte

La gestion des eaux pluviales urbaines est un enjeu majeur dans le développement durable des territoires. Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les précipitations intenses et les inondations, sont de plus en plus fréquents et représentent une menace pour les populations et les infrastructures urbaines. Afin de prévenir ces risques et d'assurer une gestion efficiente des eaux pluviales, la mise en place d'un Schéma Directeur d'Eaux Pluviales s'avère indispensable.

La CINOR communauté d'agglomération en charge de la compétence des eaux pluviales urbaines (EPu) souhaite se doter d'un schéma directeur intercommunale pour conduire sa politique de gestion des EPu.

Les trois communes Saint-Denis, Sainte Marie et Sainte Suzanne qui composent le territoire intercommunal, ne sont pas au même niveau d'avancement de connaissance sur la problématique de gestion des eaux pluviales urbaines. Les communes de Saint-Denis et Sainte Marie sont dotées de documents qu'il y a lieu de compléter pour aboutir à la rédaction de schémas directeurs à l'échelle des territoires communaux.

En ce qui concerne la Ville de Sainte-Suzanne il n'existe pas de schéma directeur. La CINOR souhaite donc se doter de ce document afin de définir sa stratégie de gestion à l'échelle intercommunale.

La mission du Schéma Directeur d'Eaux Pluviales vise plusieurs objectifs essentiels :

1.Diagnostic de l'existant : Cette première étape consiste à réaliser un état des lieux exhaustif des infrastructures de gestion des eaux pluviales existantes sur le territoire concerné. Il s'agit d'identifier les points critiques, les zones à risque d'inondation, ainsi que les défauts éventuels du réseau.

2.Analyse des enjeux : Une fois le diagnostic établi, il est crucial d'analyser les enjeux spécifiques liés à la gestion des eaux pluviales sur le territoire étudié. Cela inclut la prise en compte des contraintes géographiques, environnementales, urbanistiques et socio-économiques.

3.Élaboration de scénarios prospectifs : Sur la base du diagnostic et de l'analyse des enjeux, plusieurs scénarios de développement futur sont élaborés. Ces scénarios prennent en compte les projections démographiques, les évolutions urbanistiques, ainsi que les changements climatiques anticipés.

4.Définition de stratégies d'intervention : À partir des scénarios prospectifs, des stratégies d'intervention seront définies pour améliorer la gestion des eaux pluviales sur la commune de Sainte-Suzanne. Cela peut inclure la mise en place de nouvelles infrastructures de drainage, la réhabilitation des réseaux existants, la promotion de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales, ainsi que des actions de sensibilisation et de participation citoyenne.

5.Planification opérationnelle : Enfin, le Schéma Directeur d'Eaux Pluviales prévoit une planification opérationnelle détaillée des actions à mettre en œuvre. Cela inclut la définition des priorités d'intervention, l'estimation des coûts et des financements nécessaires, ainsi que le calendrier de réalisation des travaux.

La mission du Schéma Directeur d'Eaux Pluviales constitue une étape essentielle dans la gestion durable des eaux pluviales urbaines et s'intègre au projet politique de la CINOR visant à conduire une politique de transition écologique.

974-249740149-20240328-BC2024-2-03-DE
Date de réception préfecture : 04/04/2024

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-03-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

**DECISION N°2024/2-03
Du bureau de la Communauté
en séance du 28 Mars 2024**

OBJET

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES URBAINES DE LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SIGNATURE POUR LA DEMANDE DE SUBVENTIONS

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liées aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission

Sur le RAPPORT n° 2024/2-03 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240328-BC2024-2-03-DE
Date de télétransmission : 04/04/2024
Date de réception préfecture : 04/04/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement prévisionnel proposé suivant :

MONTANT PREVISIONNEL DES DEPENSES € HT	Participation de l'Office de l'eau		Participation de l'OFB		Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention Office de l'eau (50 % de la dépense éligible) € HT	Dépense éligible € HT	Subvention de l'OFB (50 % de la dépense éligible) € HT	
465 627,50 €	200 000,00 €	100 000,00 €	119 570,00 €	59 785,00 €	305 842,50 €
100%		21,48%		12,84%	65,68%

ARTICLE 2

D'autoriser le Président de la CINOR à solliciter et à signer tous actes afférents à cette opération en matière de subvention.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

